

Social

Le budget étudiant plus que jamais au régime sec

Loyers, courses, frais de scolarité... À Limoges, ils sont de plus en plus nombreux à compter chaque euro pour se nourrir. Chaque semaine, au sein des campus universitaires, une distribution alimentaire permet à des dizaines d'étudiants de remplir leurs placards et d'alléger un budget toujours plus serré.

PACÔME BIENVENU
pacome.bienvenu@centrefrance.com

Le camion est à peine arrivé. Aux abords de l'école d'ingénieurs ENSIL-ENSCI située à Limoges, les cartons remplis de nourriture passent de main en main. À l'intérieur, lait, semoule, conserves, compotés, plats préparés, produits d'entretien ou d'hygiène. Dans quelques minutes, tout aura trouvé preneur. Si la précairie étudiante ne date pas d'hier, ils sont de plus en plus nombreux à se retrouver "dos au mur, bien avant la fin du mois".

Ce jour-là, derrière les tables qui se remplissent de nourriture, une réalité moins légère : celle de jeunes contraints de compter toujours un peu plus leurs dépenses. Emma et Amadine, étudiantes en école d'ingénieurs, regardent leur panier se garnir de lait, produits d'hygiène féminine ou boîte de petits pois carottes. « Ça nous aide beaucoup. Ce sont des produits de premières nécessité que l'on n'a pas besoin d'acheter. C'est une vraie bouffée d'air pour le portefeuille. » Car derrière le sac bien garni, les comptes sont serrés, voire dans le rouge. « On a la bourse, mais elle est vite partie en fumée une fois versée. Loyer, nourriture, c'est difficile de vivre sans être tracassée et un peu stressée » reconnaissent les deux amies, après avoir dû contacter un prêt étudiant. L'une d'elles résume sa situation précaire d'une formule assez amère, pourtant à la rigolade : « Je suis une

pauvre en sursis, je le sais ».

Lors de cette première distribution alimentaire de l'année, plus d'une soixantaine de jeunes sont venus chercher un colis. Une quarantaine de nouveaux inscrits ont fait gonfler les listes pour la semaine suivante. L'opération, menée par l'association et l'épicerie sociale et solidaire des étudiants de Limoges (Aessel), est reconduite depuis quelques années pour organiser deux distributions chaque semaine, notamment à l'école d'ingénieurs et aux abords de la faculté de lettres et de sciences de Limoges. L'année passée, près de 1.000 étudiants bénéficiaient de cette aide devenue indispensable. La plupart touchent la bourse du CROUS, les APL, des aides régionales, et dans les cas les plus compliqués, une aide d'urgence du CROUS sans oublier le dispositif Santé Psy étudiant (12 séances gratuites), qui forme le socle de base des aides publiques.

Moins de courses à faire le week-end

Dans la file, Lorenzo fait lui aussi les comptes. Il vit avec sa bourse, les APL, et... un petit boulot. Après avoir fait le calcul, il estime la valeur de son panier entre 20 et 25 euros. « J'essaie de venir une fois par semaine. Comme les autres, je prends les produits de première nécessité. » Venue à Limoges pour étudier, il doit assumer un appartement de plusieurs centaines d'euros. « C'est important, ces gens qui s'investissent pour nous faciliter le quotidien. Finalement, on est tous dans le même bateau. » En France près de 8 jeunes sur 10 vivent

« Je suis réellement une pauvre en sursis, je le sais »



avec moins de 100 euros par mois après avoir payé leur loyer. Emma, elle aussi en école d'ingénieur, vient pour la seconde année. « Tout ce que je peux prendre complète mes courses ». Le repas à 1 euro du CROUS aide le midi, les dons offrent de quoi manger le week-end, alors que 34 % des étudiants déclarent sauter un repas par manque d'argent. Un peu plus loin, Théoan et Nathan remplissent à leur tour leur sac. Pour eux, le contenu représente « quatre à cinq repas par semaine, c'est énorme »,

assurent-ils. Depuis le début des études, l'un s'impose désormais une limite mensuelle. « Je compte vraiment et j'essaie de ne pas dépasser. Sinon, on est vite dans les problèmes ». Sans cette aide, il avoue surtout il devrait déjà longer : « Je mangerais sans aucun doute moins bien. Ou même moins tout court ». Deux autres de ses camarades découvrent eux, la distribution par hasard. Après avoir échangé avec l'association, ils feront partie des nouveaux étudiants à venir la semaine pro-

L'Udaf 87 chiffre le budget restreint des familles

Comment les familles de Haute-Vienne font-elles face à l'augmentation de leurs dépenses ? Dans son nouvel Observatoire des familles, l'Udaf 87 a choisi de mesurer leur pouvoir d'achat. Une étude départementale qui doit permettre de disposer de données chiffrées, mais aussi de les comparer avec les résultats observés au niveau national. « Notre première mission, c'est de porter la voix des familles auprès des pouvoirs publics », rappelle Dominique Le Bail, président de l'Udaf 87.

Premier constat : 55 % des parents interrogés estiment ne pas avoir les moyens de préparer l'avenir de leurs enfants, contre 45 % en 2024. « En deux ans, ça a pris dix points », souligne

Dominiq Le Bail. Derrière cette inquiétude se retrouvent aussi bien l'alimentation ou l'habillement que le logement ou l'éducation.

Le coût des enfants pèse

Pour réduire leurs dépenses, 75 % des familles ont recours à la recherche de nouveaux objets. Certains ménages ont également recours au découvert bancaire. « Les gens n'ont pas assez d'argent pour aller jusqu'à la fin du mois. Ils tombent dans des découvert, il va falloir les payer, donc ça va impacter le budget du mois d'après », constate le président.

Malgré ces arbitrages, 88 % des parents font passer les besoins de

leurs enfants avant leurs propres dépenses. « Même si aujourd'hui c'est compliqué pour tenir un budget, la majorité des parents priorisent le besoin de leurs enfants, quitte à faire des concessions sur autre chose », souligne Marie-Charlotte Desvieux, directrice générale de l'Udaf 87. Le coût des enfants peut également modifier la vie professionnelle des parents. En Haute-Vienne, 41 % ont amené leur activité professionnelle pour limiter les frais de garde et près de 3 familles sur 10 l'ont arrêtée ou réduite.

Une pression financière pour les études supérieures
La pression financière ne disparaît

pas lorsque les enfants grandissent. Études supérieures, logement ou déplacements peuvent représenter de nouvelles charges, alors que les aides diminuent. « Il faut financer un appartement et tout ce qui va autour. On voit que souvent, et de plus en plus, que les grands-parents viennent en aide aux parents pour aider les enfants en études », constate la directrice générale. Enfin, 63 % des familles se disent contraintes ou "justes" financièrement. Surout, 66 % des parents déclarent ne pas disposer des ressources financières nécessaires pour envisager un enfant supplémentaire. Un chiffre qui traduit, selon Dominique Le Bail, « une réelle crainte des parents de l'avenir ».



Marie-Charlotte Desvieux, directrice générale de l'Udaf 87 et Dominique Le Bail, président. PHOTO P.B.



Depuis la rentrée, chaque semaine, plusieurs dizaines d'étudiants viennent chercher leur colis alimentaire. Une vraie aide pour avoir de quoi manger à chaque repas.
PHOTO PACÔME BIEVENNU

chaîne. « On va pouvoir diversifier les repas et oublier un peu les pâtes ». De quoi économiser quelques euros pour pouvoir, parfois, s'offrir un moment de détente avec ses amis en terrasse d'un bar. « C'est vrai qu'on se pive d'y aller, de sortir régulièrement. Si ça peut nous permettre de profiter un peu, c'est bien ».

« On essaie d'aller vers les étudiants »
Pavithra, membre de l'association ingénieure sans frontière, qui orches-

tre les distributions sur le lieu d'étude, constate aussi beaucoup de demandes. « Certains n'osent pas franchir le pas, puisqu'ils pensent que la démarche est lourde administrativement. Ou même pensent que c'est trop beau pour être vrai », regrette-t-elle. « Il y a aussi une gêne pour certains, une barrière à franchir. On pense que pas mal d'étudiants ne viennent pas un peu par honte. Ce n'est pas évident de demander de l'aide. C'est pour ça qu'on est à cha-

que fois présent pour aller vers eux, sympathiser et leur expliquer. Et souvent, ils se confrontent à cette réalité et comprennent qu'ils ne sont pas seuls dans cette situation. » En retait Adam Sebti, président de l'Assel, voit défilier ces situations. « La demande est toujours plus forte, c'est un réel constat. Pour 3 euros d'adhésion annuelle, sous critères sociaux assez larges, chacun peut profiter de cette aide. » Boursiers ou non, les profils des étudiants sont très variés. « Aujourd'hui, on propose plus qu'une aide alimentaire. » Pour

l'association, l'enjeu est aussi de permettre à un étudiant d'éviter de multiplier les heures d'un petit boulot au détriment des cours et des révisions. « Qu'ils ne partent pas avec un handicap sur la réussite de leur étude. » À l'ENSIL-ENSCI, les tables, bien garnies il y a quelques minutes, finissent par se vider. Vingt-cinq euros économisés pour Lorenzo, quatre ou cinq repas d'assurés pour d'autres. De quoi souffler quelques jours, là où manger à sa faim devient un vrai combat quotidien. •

« Les enfants avant tout »

Avec trois enfants de 10 et 16 ans et 18 ans, Gladys, la maman, doit jongler avec des dépenses qui ne cessent de s'accumuler. Installée à Bujaleut en milieu rural avec son mari, cette mère doit aussi composer avec l'éloignement de Limoges. « Avec 50 euros d'essence, maintenant, on ne va plus très loin », assure-t-elle. À ces frats de transport s'ajoutent l'internet, l'alimentation et bientôt le financement des permis de conduire des plus grands. Autant de dépenses qui obligent la famille à revoir ses habitudes.

« On ne part plus forcément en vacances, on privilégie les sorties en plein air, comme le lac à côté de chez nous ». Même les lieux de stage essaient d'être choisis à proximité du

domicile pour éviter des frais supplémentaires. Léoparque, autrefois possible, a progressivement disparu. « Il y a encore deux ans, c'était possible de mettre un peu d'argent de côté. » Une situation d'autant plus préoccupante que les besoins financiers risquent de grandir avec l'entrée progressive des enfants dans les études supérieures. « Déjà, le plus grand, qui va sur ses 19 ans, n'a plus les meilleurs tarifs, notamment sur les transports, qu'en étant enfant. C'est encore un peu plus d'argent à dépenser. »

Quitter à se priver...
D'autant plus qu'elle peine à obtenir des aides. « On est souvent au-dessus des ressources. Pourtant, on reste une

famille modeste ». En Haute-Vienne, près de 6 personnes sur 10 considèrent les tarifs des services publics destinés aux enfants (crèche, cantine, centre de loisirs...) trop chers. Pire encore, 82 % des parents jugent que les aides publiques ne prennent pas suffisamment en compte la charge financière due aux enfants. Pour autant, Gladys refuse que ces contraintes dictent leur avenir. « On fait passer les enfants en premier, quitte à se priver à côté. Il ne faut pas influencer leur choix et donc leur avenir. Ça me paraît normal », assure-t-elle. Un soutien qu'elle entend maintenant, même si cela signifie à l'avenir continuer à réduire ses propres dépenses.

• PACÔME BIEVENNU

En bref

Banque alimentaire. La Banque alimentaire de la Haute-Vienne fait face à une baisse considérable des dons et des subventions. En 2025, les denrées collectées et distribuées ont diminué de 12 %, tandis que les aides de l'État ont chuté de 42 %. Pourtant, plus de 40.000 personnes ont besoin d'aide dans le département. L'association manque notamment de viande et de produits laitiers. Des dons d'autant plus importants, puisqu'ils sont notamment livrés en grande quantité aux associations étudiantes. Pour continuer à répondre aux besoins, elle recherche de nouveaux fournisseurs, des donateurs et des bénévoles. Malgré ses efforts pour acheter des produits locaux et limiter le gaspillage, ses stocks restent insuffisants et les difficultés pourraient s'aggraver en 2027.

Aide alimentaire. Ce mercredi, le Secours Populaire de la Haute-Vienne reprend ses permanences et distributions de produits alimentaires et d'hygiène à l'attention des étudiants confrontés à des situations précaires. Elles se feront sur le campus de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (campus Vanneau) entre 11 h 30 et 14 heures, en accord avec celle-ci et aussi à l'Opéra de Limoges lors des vacances.